

Défi L'indéchiffrable stratégie d'Olivier Maingain

ANALYSE

Une énigme ! Que veut Olivier Maingain. Depuis le début de la crise politique, le président de Défi souffle le chaud et le froid sur les débats et sur l'humeur de ses interlocuteurs. A tel point que les supputations vont bon train sur ses intentions réelles, dissimulées derrière ses prises de position. Bien sûr, il est homme de convictions. Et pas le genre à brader sa cohérence pour un quelconque maroquin. Au risque de tout perdre ? Peu probable, dans le chef d'un homme lucide doublé d'un fin politique. Voici différentes hypothèses.

1 Rester avec le PS, croquer le CDH.

Dans les autres familles politiques, certains commencent à penser sérieusement que l'amarante va rester amarré au PS à Bruxelles. La Région est capitale pour l'ex-FDF, qui s'implante benoîtement en Wallonie. Et l'accord scellé en 2014 avec le PS, le CDH et les partis flamands lui est favorable. De plus, Didier Gosuin, qui incarne l'« aile gauche » du parti, travaille sur une série de dossiers bientôt à maturité et qui pourraient être remis en cause par le MR, en cas de changement d'attelage. Enfin, déjà irrité par l'attitude de Benoît Lutgen, qui a retiré la prise sans même l'en avertir, Olivier Maingain verrait d'un bon œil le CDH bruxellois, déjà moribond, voler dans

l'opposition. Et cela d'autant que les sondages signalent que l'embarcation humaniste s'approche dangereusement du seuil électoral, le récif des 5 %. Seul bémol à cette hypothèse : Ecolo devrait remplacer les centristes dans la majorité et embarquer avec lui Groen, son siamois flamand. Dans ce cas, il faudrait enlever un des trois partis flamands de la coalition (le CD&V ?), lesquels se serrent les coudes pour repousser cette éventualité.

2 Faire monter les enchères. Le choix du PS à Bruxelles n'exclut pas automatiquement Défi des négociations à la Fédération Wallonie-Bruxelles (en Wallonie, il ne dispose pas de député). Mais à quel prix ? C'est là la question. Dans les rangs centristes et réformateurs, certains pensent sérieusement qu'Olivier Maingain attend le cœur de l'été pour déverrouiller le cadenas des négociations. D'abord, pour priver Benoît Lutgen d'un accord trop rapide, lauriers qui viendraient alors ceindre son seul front. Ensuite, pour obtenir un maximum de ses interlocuteurs, MR et CDH ayant un besoin urgent de former un gouvernement à l'approche de la rentrée scolaire.

3 Bloquer le décumul. D'autres prêtent plus de machiavélisme encore au président de Défi. Et un objectif : bloquer le décumul. Certes, Olivier Maingain

a inscrit l'incompatibilité du mandat parlementaire avec une fonction exécutive locale (bourgmestre, échevin, président de CPAS). Mais il a assorti la mesure d'une exigence : qu'elle s'impose dans toutes les assemblées. Or, les Flamands ne sont pas chauds pour s'imposer l'ascète règle « un homme, un mandat ». Olivier Maingain semble donc user du « double bind » : exiger quelque chose tout en rendant possible sa concrétisation. « A Bruxelles, c'est dans son parti qu'il y a le plus haut taux de cumulards », observe un négociateur en notant que le décumul lui poserait alors un problème d'effectif. Même chose pour sa revendication liée à la diminution du nombre de députés et d'échevins à Bruxelles. Le président de Défi conditionne la mesure à la fin des groupes linguistiques dans la capitale (flamands et francophones sur la même liste au scrutin régional) et de l'échevin flamand garanti dans les communes bruxelloises. Deux revendications qui auraient tôt fait d'enflammer le nord du pays. Avec le risque de propagation à l'échelle du gouvernement fédéral, où le MR occupe seul les maroquins francophones. Défi a fait de la défense des francophones son étendard. En temps de paix communautaire, les armures rouillent et les chevaliers s'ennuient. ■

PASCAL LORENT

ENTRETIEN

Didier Gosuin :

« Nous ne demandons pas des choses folles »

Face aux accusations portées contre Défi de demander la lune pour mieux convoler avec le PS, Didier Gosuin, ministre bruxellois de l'Emploi et l'un des hommes forts de Défi défend l'attitude du parti. Pourquoi refusez-vous de négocier avec les autres partis sur la gouvernance ? Parce que nous avons des préalables, et ils ne sont pas inaccessibles, loin de là.

Quand même : demander au CDH d'écarter Joëlle Milquet, ce n'est pas rien.

Les statuts du MR prévoient que les élus doivent se mettre en congé ou démissionner de leur mandat si une procédure pénale est lancée contre eux. Cela se trouve donc dans les statuts du MR et il serait impossible d'étendre cette mesure à tous les partis ? Il faut être sérieux. Si le MR le prévoit dans ses statuts, cela démontre que notre exigence n'est ni farfelue ni inaccessible. Et pour nous, les personnes au cœur des scandales doivent être écartées de leur parti.

Qui ?

Il y a sept personnes concernées.

Stéphane Moreau (PS), André Gilles (PS), Yvan Mayeur (PS), Pascale Paraïta (PS) Georges Pire (MR), Armand De Decker (MR) et Dominique Drion (CDH).

Certains ont été exclus ou ont fait un pas de côté.

Oui, les socialistes, c'est un fait, je n'en tire pas de conclusion.

Restent Armand De Decker, Dominique Drion et Georges Pire. Pour nous, ces personnes doivent être écartées, cela rendrait

crédibles les appels à la bonne gouvernance de leurs partis.

Vous ne cherchez pas à continuer à gouverner avec le PS ?

Non ! Mais je ne vais pas remettre en question la politique de l'emploi et de la formation que je défends. De toute façon, nous n'en sommes pas là, nous ne négocions pas de majorités.

La rumeur d'un accord préélectoral avec le PS pour 2019, elle est...

Fausse.

B.DY